

Au Journal officiel du 24 mai au 1er juin 2014

Au Journal officiel du 24 mai au 1er juin 2014

03/06/2014

Au Journal officiel du 24 mai au 1er juin 2014

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 24 mai 2014 :

- Décret n° 2014-523 du 22 mai 2014 relatif à la **taxe sur les surfaces commerciales**. - Modification du décret n° 95-85, 26 janvier 1995 ;
- Décret n° 2014-524 du 22 mai 2014 portant **modification des règles relatives à l'organisation et au fonctionnement de Pôle emploi**. - Modification du Code du travail, du Code de l'action sociale et des familles, du Code de commerce, du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, du Code général des impôts, du Code de l'environnement, du Code de l'éducation, du Code de la sécurité sociale, du Code du tourisme et du Code rural et de la pêche maritime.

Au JO du 25 mai 2014 :

- Décret n° 2014-526 du 23 mai 2014 relatif au **régime prudentiel des sociétés de crédit foncier et des sociétés de financement de l'habitat**. - *Code monétaire et financier* ;
- Décret n° 2014-527 du 23 mai 2014 portant **modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (partie réglementaire) en ce qui concerne Mayotte, Wallis-et-Futuna, la Polynésie française et la Nouvelle-Calédonie**. - Modification du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, du Code de l'organisation judiciaire, du Code de procédure pénale et du décret n° 2010-569 du 28 mai 2010. - Abrogation du décret n° 91-1369 du 30 décembre 1991 et du décret n° 2010-1435 du 19 novembre 2010 ;
- Arrêté du 14 mai 2014 modifiant l'arrêté du 26 janvier 1995 relatif à **l'utilisation des systèmes de retenue pour enfants transportés à bord des véhicules à moteur**. - Modification de l'arrêté du 26 janvier 1995 ;
- Arrêté du 14 mai 2014 **modifiant l'arrêté du 26 novembre 2004 portant application du décret n° 2004-569 du 18 juin 2004 relatif à la retraite additionnelle de la fonction publique**. - Modification de l'arrêté du 26 novembre 2004.

Au JO du 27 mai 2014 :

- LOI n° 2014-528 du 26 mai 2014 modifiant la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 instituant un Contrôleur général des lieux de privation de liberté. - Modification de la loi n° 2007-1545 du 30 octobre 2007 et de la loi n° 2009-1436 du 24 novembre 2009 ;

- Décret n° 2014-530 du 22 mai 2014 relatif à certaines dispositions de la partie réglementaire du Code des transports (Décrets en Conseil d'État et décrets simples). - Modification du Code des transports [Codification du livre 1er de la partie réglementaire] ;
- Décret n° 2014-531 du 26 mai 2014 relatif à la participation des assurés sociaux aux frais de transport mentionnés au 19° de l'article L. 322-3 du Code de la sécurité sociale. - Modification du Code de la sécurité sociale ;
- Arrêté du 16 mai 2014 pris en application de l'article 8 du décret n° 2014-461 du 7 mai 2014 relatif aux frais de justice et à l'expérimentation de la dématérialisation des mémoires de frais ;
- Arrêté du 16 avril 2014 portant création par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de transfert des données à caractère personnel relatives aux logements vacants et aux résidences secondaires aux communes, aux départements et aux établissements publics de coopération intercommunale dotés d'une fiscalité propre.

Au JO du 28 mai 2014 :

- LOI n° 2014-535 du 27 mai 2014 portant transposition de la directive 2012/13/UE du Parlement européen et du Conseil, du 22 mai 2012, relative au droit à l'information dans le cadre des procédures pénales. - Modification du Code de procédure pénale, du Code des douanes, de la loi n° 91-647 du 10 juillet 1991, de l'ordonnance n° 45-174 du 2 février 1945 et de l'ordonnance n° 92-1147 du 12 octobre 1992. - Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (cf. art. 15) ;
- Décret n° 2014-543 du 26 mai 2014 pris pour application de l'article L. 225-209-2 du Code de commerce. - Modification du Code de commerce ;
- Décret n° 2014-544 du 26 mai 2014 relatif aux prêts libellés en devises étrangères à l'Union européenne. - Modification du Code de la consommation. - Ce texte entre en vigueur le 1er octobre 2014 (cf. art. 2) ;
- Décret n° 2014-545 du 26 mai 2014 relatif aux procédures de contrôle de l'insuffisance professionnelle et aux règles de suspension temporaire des médecins, des chirurgiens-dentistes, des sages-femmes, des pharmaciens, des infirmiers, des masseurs-kinésithérapeutes et des pédicures-podologues. - Modification du Code de la santé publique. - Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière pour les infirmiers (cf. art. 9) ;
- Arrêté du 14 mai 2014 modifiant l'arrêté du 18 novembre 2005 relatif au contrôle de conformité initial prévu à l'article R. 323-25 du Code de la route. - Modification de l'arrêté du 18 novembre 2005. - Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2014 (cf. art. 6) ;
- Arrêté du 14 mai 2014 modifiant l'arrêté du 9 février 2009 relatif aux modalités d'immatriculation des véhicules. - Modification de l'arrêté du 9 février 2005. - Ce texte entre en vigueur le 1er juillet 2014 (cf. art. 4) ;
- Arrêté du 14 mai 2014 relatif au contrôle de conformité initial des véhicules de PTAC inférieur ou égal à 3,5 tonnes. - Ce texte entre en vigueur le 1er janvier 2015 (cf. art. 5) ;
- Arrêté du 16 avril 2014 relatif à la mise en service par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « Plate-forme DNVSF » ;
- Arrêté du 26 mai 2014 relatif au régime prudentiel des sociétés de crédit foncier et des sociétés de financement de l'habitat. - Modification du règlement n° 99-10 du 9 juillet 1999 [homologué par l'arrêté du 21 juillet 1999].

Au JO du 29 mai 2014 :

- Décret n° 2014-549 du 26 mai 2014 **portant incorporation au Code général des impôts de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce code.** - Modification du Code général des impôts ;

- Décret n° 2014-550 du 26 mai 2014 **portant incorporation au Livre des procédures fiscales de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce livre.** - Modification du Livre des procédures fiscales ;

- Décret n° 2014-551 du 27 mai 2014 portant **adaptation de dispositions pour faire suite à la fusion de la direction générale des impôts et de la direction générale de la comptabilité publique.** - Modification du Code de l'action sociale et des familles, du Code des assurances, du Code général des collectivités territoriales, du Code de commerce, du Code des communes, du Code des communes de la Nouvelle-Calédonie, du Code de la consommation, du Code de la construction et de l'habitation, du Code de la défense, du Code de l'éducation, du Code électoral, du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile, du Code de l'environnement, du Code de justice administrative, du Code de justice militaire, du Code monétaire et financier, du Code de l'organisation judiciaire, du Code du patrimoine, du Code des pensions civiles et militaires de retraite, du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, du Code des ports maritimes, du Code des postes et des communications électroniques, du Code de procédure civile, du Code de procédure pénale, du Code de la route, du Code rural et de la pêche maritime, du Code de la santé publique, du Code de la sécurité sociale, du Code du travail, du Code du travail applicable à Mayotte, du Code de l'urbanisme, du Code de la voirie routière et de plusieurs textes non codifiés ;

- Décret n° 2014-552 du 27 mai 2014 portant **adaptation de dispositions pour faire suite à la fusion de la direction générale des impôts et de la direction générale de la comptabilité publique.** - Modification du Code de l'action sociale et des familles, Code général des collectivités territoriales, du Code des communes de la Nouvelle-Calédonie, du Code de la consommation, Code de la construction et de l'habitation, du Code de la défense, du Code de l'éducation, du Code de l'environnement, du Code de justice militaire, du Code des pensions civiles et militaires de retraite, du Code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, du Code de procédure pénale, du Code rural et de la pêche maritime, du Code de la santé publique, du Code de la sécurité sociale, du Code du tourisme, du Code du travail et de plusieurs textes non codifiés ;

- Décret n° 2014-554 du 27 mai 2014 relatif à la **prise en compte forfaitaire de l'allocation de soutien familial et du complément familial pour le calcul du revenu de solidarité active.** - Modification du Code de l'action sociale et des familles. - Ce texte entre en vigueur le 1er avril 2014 (cf. art. 3) ;

- Arrêté du 26 mai 2014 **portant incorporation au Livre des procédures fiscales de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de ce livre.** - Modification du Livre des procédures fiscales ;

- Arrêté du 26 mai 2014 **portant incorporation à l'annexe IV au Code général des impôts de divers textes modifiant et complétant certaines dispositions de cette annexe.** - Modification du Code général des impôts ;

Au JO du 31 mai 2014 :

- Ordonnance n° 2014-559 du 30 mai 2014 relative au financement participatif. -Modification du Code monétaire et financier, du Code de commerce et du Code de la consommation. - Ce texte contient une date d'entrée en vigueur particulière (cf. art. 37) ;

- Décret n° 2014-558 du 30 mai 2014 portant création d'un traitement de données à caractère personnel relatif à la gestion nationale des personnes détenues en établissement pénitentiaire dénommé GENESIS. -

Modification du Code de procédure pénale et du décret n° 2011-817 du 6 juillet 2011. - Voir également CNIL, délibération n° 2013-405 du 19 déc. 2013 ;

- Arrêté du 16 avril 2014 relatif à la mise en service par la direction générale des finances publiques d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « WEB_TRUST ».

- Décision du 7 mai 2014 portant réforme du règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat (art. 21-1 de la loi du 31 décembre 1971 modifiée). - Modification du règlement intérieur national (RIN) de la profession d'avocat adopté par décision du 12 juillet 2007 ;

Au JO du 1er juin 2014 :

- Décret n° 2014-566 du 30 mai 2014 relatif à la prise en compte des périodes de perception des indemnités journalières d'assurance maternité pour la détermination des périodes d'assurance vieillesse. - Modification du Code de la sécurité sociale.

La Rédaction Législation